

CONTENU

Situation de la sécurité alimentaire 2
Situation agricole, pastorale et hydrologique 2
Situation des marchés 4
Actions d'urgence et appuis à court terme aux ménages pauvres et moyens 4

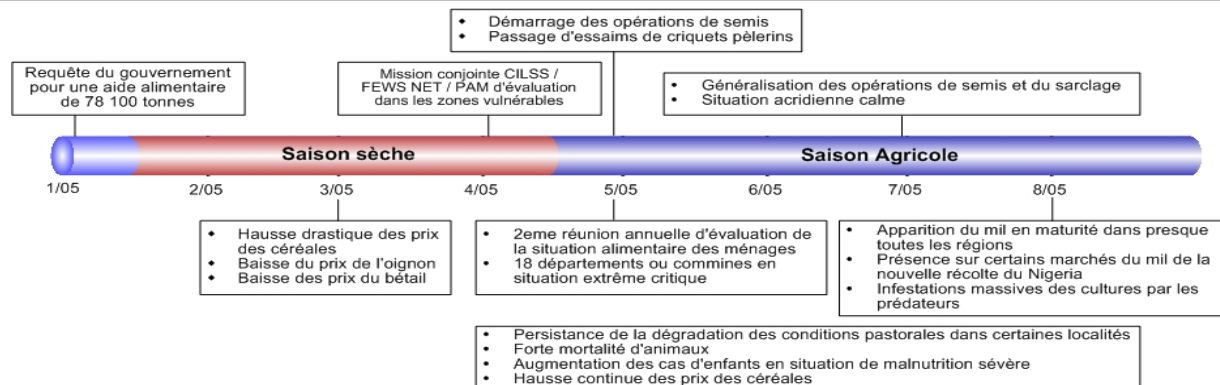
SOMMAIRE ET IMPLICATIONS

L'évolution de la saison agricole 2005/06 est marquée par la poursuite des conditions météorologiques et hydrologiques propices à la maturité des céréales au stade avancé d'épiaison. L'évolution positive se traduit par une augmentation progressive de la disponibilité des céréales importées et locales sur les marchés, des prix relativement élevés du bétail et la reprise, dans les villages, des activités économiques génératrices de revenus pour les ménages pauvres. L'apparition du nouveau mil du Nigeria et la généralisation de la vente du maïs en provenance du Ghana et du Bénin provoquent des baisses substantielles isolées du prix des céréales.

Si les dernières prévisions météorologiques avancées par le Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement, ACMAD sur la situation météorologique du 1^{er} au 18 septembre 2005 se concrétisent sur le terrain, nous assisterons à l'avènement d'une production céréalière supérieure à la normale.

On s'achemine ainsi vers la fin d'une situation d'urgence alimentaire qui s'est traduite par une mobilisation sans précédent de la communauté nationale et internationale et la mise en place de programmes d'urgence localisés principalement centrés sur la malnutrition et la distribution gratuite de vivres aux populations touchées. Il faudrait s'atteler, après la fin de la situation d'urgence, à des réflexions consensuelles sur une problématique de l'insécurité alimentaire au Niger, qui implique, entre autres, une meilleure compréhension de la dynamique des marchés, des questions pastorales et de celles de la malnutrition en vue d'élaborer des programmes plus durables de résolution des causes profondes des crises récurrentes.

CALENDRIER SAISONNIER



RESUME DES ALEAS

- Le processus de surveillance rapproché des zones d'insécurité alimentaire extrême devrait se poursuivre en vue de détecter à temps, les nouvelles poches de déficit céréaliers probables, les zones soumises à des attaques parasitaires massives et celles dont les marchés accusent des prix encore très élevés des produits de grande consommation. La situation actuelle des marchés qui se caractérise par des prix encore très élevés malgré un approvisionnement important, doit faire l'objet de suivi et de réflexion basés sur les causes structurelles, économiques et politiques des tendances.
- L'amélioration significative des conditions économiques et la revalorisation des ressources naturelles dont les cultures, l'eau et le pâturage pourront avoir des impacts limités sur l'alimentation et l'économie des ménages dont les sources principales de nourriture et de revenus ont été gravement affectées par l'insécurité alimentaire extrême. Par conséquent, il s'avère urgent d'identifier ces groupes de ménages et ensuite de mettre en œuvre des programmes à moyen et long terme destiné à des appuis durables dont le crédit, le petit commerce, l'appropriation d'animaux et les soins vétérinaires.
- Aux manques de cadres appropriés de coordination de réponses à la crise alimentaire, se substitue progressivement la création de fora sectoriels de concertation entre acteurs au Niger. Ces cadres de débats devraient se maintenir après la situation d'urgence; ils devraient s'atteler au développement de positions consensuelles et de programmes conjoints sur les réponses durables aux problèmes alimentaires au Niger.

- Des cas de cholera estimés à 184 cas dont 19 décès ont été décelés dans les zones de Konni Bouza et Madaoua (Tahoua). Les services techniques de santé s'attèlent à la prise en charge des malades et une l'éducation préventive des populations basée sur l'hygiène et l'assainissement.
- Acculés par les privations de nourriture, devenues particulièrement préoccupantes entre le mois d'avril et celui d'août, des ménages pauvres des zones d'insécurité alimentaire ont du s'endetter lourdement pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Le remboursement de ces dettes, dès la récolte en octobre, pourrait se traduire par des pressions alimentaires et financières sur des économies de ménages affaiblies par la crise alimentaire, les rendant ainsi vulnérables aux moindres chocs.

SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

L'évolution de la saison agricole est caractérisée par des niveaux satisfaisants de développement des cultures et des herbacés des pâturages sur l'ensemble du territoire national.

Néanmoins, certaines localités restent confrontées à la persistance des indicateurs d'insécurité alimentaire notamment des prix très élevés et une baisse drastique de la disponibilité des céréales et des retards de développement des cultures et des pâturages. Une fin tardive de la saison agricole qui se traduirait par la poursuite des précipitations au-delà du 30 septembre, pourrait permettre aux cultures de boucler leurs cycles et aux marchés de réagir positivement face à une augmentation probable de la disponibilité.

Les premières estimations des pertes de bétail font état de 20% de décès de bovins occasionnés dans la zone de Dakoro par les effets cumulés des pluies, du manque de nourriture et des maladies. Ce taux élevé de pertes enregistrées par les ménages devrait susciter des actions urgentes d'appui aux ménages concernés par les pertes.

La mobilisation sur la lutte contre la malnutrition se renforce sous la houlette d'une coordination parrainée par l'Unicef et le Ministère de la santé. Ainsi, grâce aux efforts concertés de l'OMS et des ONG, 307 centres de récupération d'enfants malnutris ont pris en charge 54 365 enfants dont 15 850, soit 28% des cas sont sévèrement malnutris. On assiste à une augmentation des cas d'admission des enfants malnutris dans certaines localités telles que Tanout. Ainsi, 179 enfants sévèrement malnutris étaient admis cette semaine dans les centres de Médecins Sans Frontière (MSF) à Tanout contre 203 la semaine passée soit une augmentation de 13%.

La croix Rouge Française enregistre une augmentation de 30% durant la même période. Ces augmentations des nombres d'admission durant une période d'atténuation progressive des conditions d'insécurité alimentaire pourraient être dues à des facteurs non alimentaires liés à l'hygiène, les difficultés d'accès aux soins, l'assainissement et des comportements sanitaires inappropriés.

Une importante enquête conjointement menée par l'Unicef et le « Center for Disease Control » (CDC) devait aider à une meilleure compréhension des causes profondes des taux élevés de la malnutrition au Niger.

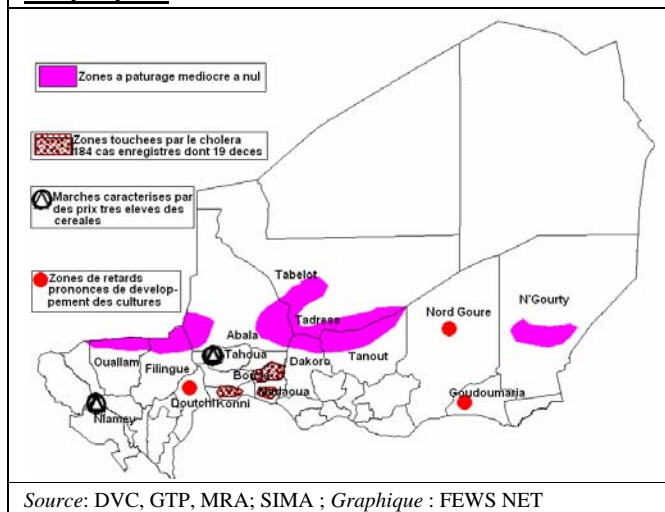
SITUATION AGRICOLE, PASTORALE ET HYDROLOGIQUE

On assiste, dans la majeure partie du pays, à la poursuite des conditions météorologiques et hydrologiques favorables au développement de cultures en phase finale de cycle. Selon le Bulletin du Groupe de Travail Pluridisciplinaire, GTP, le cumul saisonnier oscille entre 250 et 650mm, soit 71 et 87% en hausse lorsque comparé à celui de la moyenne 1971-2000.

L'estimation de la pluviométrie (RFE) de la 3ème décennie d'août montre des précipitations étendues dans toute la zone agricole et agro pastorale du pays (Graphique 2). Les précipitations régulières ont favorisé l'avènement de récoltes précoces localisées dans les régions de Dosso, Tahoua et Zinder. La dominance des stades d'épiaison dans la majeure partie de la zone agricole du pays pourrait présager de l'imminence de la généralisation des récoltes.

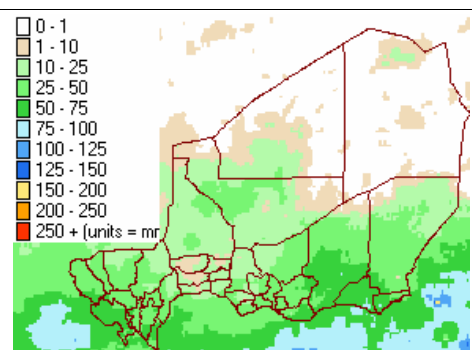
L'issue de la saison agricole dépendra néanmoins de la période d'arrêt des pluies et de la satisfaction des besoins des plantes en eau. Les prévisions météorologiques

Graphique 1 : Situation des zones d'insécurité alimentaire



Source: DVC, GTP, MRA; SIMA ; Graphique : FEWS NET

Graphique 2 : Situation pluviométrique à la 3^{ème} décennie d'août 2005



Source : NASA; Graphique : FEWS NET

avancées par l'ACMAD font état de précipitations supérieures à la normale entre le 1^{er} et le 18 septembre 2005.

La confirmation, sur le terrain, de ces hypothèses, se traduirait par une production céréalière au dessus de la normale ; si les pluies se poursuivent jusqu'au 30 septembre, plus de 95% des cultures devraient boucler leur cycle végétatif.

Les perspectives d'une bonne issue de la saison agricole sont renforcées par un indice de satisfaction des plantes en eau estimé être entre 92 et 100, attestant ainsi de l'existence de réserves appréciables d'eau pour la satisfaction des besoins de développement des plantes. Selon le GTP, le stock actuel d'eau pourrait satisfaire les besoins en eau des plantes au cours de la première décade de septembre.

Situation Pastorale : des conditions nettement satisfaisantes

Le développement des herbacés au stade d'épiaison et la bonne diversité du pâturage sont responsables, en août, d'un accès facile du bétail à l'alimentation. Néanmoins dans les zones de retards antérieurs de développement du pâturage situées principalement dans les zones situées au nord des départements de Ouallam, Filingué, Dakoro et Tanout, un tapis herbacé au stade de levée et les prix jusque là élevés du fourrage, limitent l'accès des animaux à l'alimentation.

La proportion d'animaux perdus par les ménages, suite à l'insécurité alimentaire extrême dans la zone gravement affectée de Dakoro, fait ressortir un nombre important de bovins, et de caprins morts suite aux effets cumules de privation d'alimentation et de maladies (Tableau 1). Les quantités de pertes enregistrées à Dakoro pourraient être supérieures à celles de presque toutes les localités du pays au vu de la nature grave de la crise dans cette zone. Il faudrait attendre les résultats des estimations en cours dans toutes les zones du pays pour apprécier les impacts du choc sur les ménages éleveurs.

Tableau 1 : Pertes d'animaux enregistrés dans le département de Dakoro

Localité	Espèces	Effectif	Pertes	% des pertes
Dakoro	bovins	119 185	23 837	20
Dakoro	petits ruminants	447 180	58 133	13
Dakoro	camelins	4757	237	5

Source : Mission FAO, Niger

Tout programme d'appui aux ménages pauvres ayant perdu leurs principales ressources doit être durable et centre sur une consolidation durable des sources de nourriture, des sources de revenus des ménages et un renforcement de leurs capacités à lutter contre l'insécurité alimentaire. Elles doivent viser la reconstitution des acquis perdus, leur pérennisation et le renforcement des stratégies de survie des ménages

La situation hydrologique : des écoulements historiquement élevés

La poursuite des conditions hydrologiques exceptionnelles est attestée par des écoulements très élevés du fleuve Niger et des autres points d'eau. Le volume d'eau du fleuve Niger écoulant durant la deuxième décade d'août reste supérieur de 45% à la moyenne des dix dernières années, attestant d'un hydro gramme exceptionnellement élevé. Ces débits exceptionnels pourraient se traduire par des inondations localisées dont celles des périmètres de riz au bord du fleuve Niger.

En 2004, les insuffisances d'eau dans les mares et l'ensablement du fleuve Niger avaient drastiquement réduit les capacités des ménages à produire des céréales et des produits de rente après la saison agricole, se traduisant ainsi par une accentuation des conditions locales d'insécurité alimentaire.

La grande disponibilité observée dans tous les points d'eau pourrait favoriser l'entreprise, par les ménages, d'activités multiples dont la culture de tabac au bord du fleuve Niger, celle de légumes et la fabrication de briques pendant 5 à 6 mois.

Aucune infestation significative par des criquets pèlerins n'est signalée. Seuls quelques individus de criquets pèlerins, sans capacités d'infestation significative, ont été observés dans l'Air et la zone pastorale selon la Direction de la Protection des Végétaux. Néanmoins, les cultures de céréales au stade d'épiaison sont soumises à d'importantes attaques de la part d'insectes floricoles, de chenilles mineuse de l'épi et de citadelles dans toutes les régions du pays. Au vu de l'ampleur des infestations dans certaines localités dont Doutchi et Loga ou 4 400 ha ont été dévastés, la DVP recommande des récoltes précoces.

SITUATION DES MARCHES

Reste relativement élevé depuis la fin de la saison agricole 2004/05, les prix des céréales avaient commencé à amorcer une hausse importante en juin, ce qui plaçait la valeur du sac de 100 kg de mil à 22 700 FRS CFA à Zinder. Il a fallu attendre la dernière décennie d'août pour assister à une baisse substantielle du coût des céréales sur certains marchés essentiels (Maradi) et dans des marchés de certains départements (Téra, Konni). Lorsque comparé à juin, la baisse du prix du mil, en Août à Maradi est de 7%. Les baisses hebdomadaires sont plus prononcées sur les grands marchés du pays (Graphique 3).

Un entrée de plus en plus importante de maïs du Ghana et du Bénin, l'arrivée encore timide du nouveau mil du Nigeria et l'avènement de récoltes précoces localisées au Niger expliquent l'augmentation progressive de la disponibilité. Cumulée à une baisse conjoncturelle de la demande de mil et de sorgho par des ménages qui consomment temporairement d'autres produits alimentaires dont le riz, la réaction des marchés se traduit par des baisses de plus en plus importantes de prix des céréales.

Au vu des perspectives prometteuses de la saison agricole et de la généralisation imminente des récoltes, les prix de tous les produits agricoles pourraient observés des baisses substantielles dès mi-septembre offrant ainsi aux ménages de meilleures conditions d'accès à la nourriture.

Dans la zone agropastorale, la tendance des prix varie selon les localités est en fonction de la disponibilité du mil de la nouvelle récolte locale ou en provenance du Nigéria. Sur certains marchés tels que ceux de Kélékélé (Tanout) et Agadez commune, les prix sont encore très élevés; le sac de 100 kg coûtant respectivement 32 000 FCFA et 34 000 FCFA.

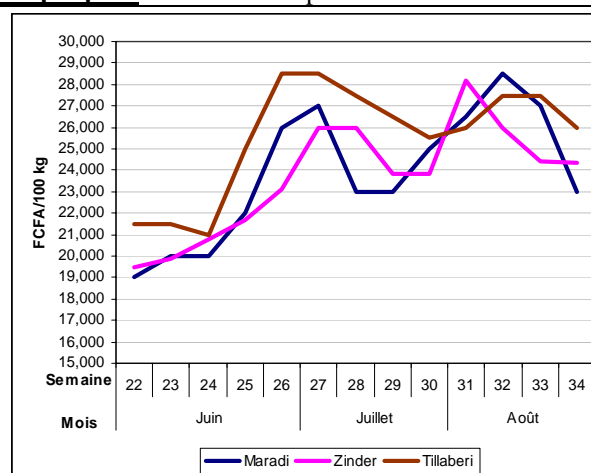
Les bonnes conditions pastorales provoquent une amélioration des termes de l'échange mil/bétail lorsque comparés aux mois passés. Ils restent toujours en défaveur de l'éleveur à cause des prix très élevés du mil.

Des dettes aux incidences négatives sur les réserves alimentaires des ménages

Acculé par les privations de nourriture et les exigences de préparation des champs et de semis, un nombre, non encore estimé, de ménages pauvres a du s'endetter entre les mois d'avril et août en vue de subvenir aux besoins spécifiques du moment. Ce mode de survie, normal en période de soudure, s'est particulièrement amplifié cette année au vu de l'ampleur de la crise alimentaire. Il s'agit, en grande partie, de prêts consentis auprès des ménages plus riches et des commerçants sous forme de céréales, de semences et d'argent, qui doivent être remboursés en nature à la fin de la saison agricole. Le ménage pauvre ayant emprunté un sac de mil d'une valeur de 25 000 CFA, en juillet, devrait, à la récolte, rembourser en nombre de sacs équivalents à cette même somme. Il lui faudrait alors rembourser le nombre approximatif de 2 sacs et demi si le prix du sac est de 10 000 CFA en octobre (Graphique 4).

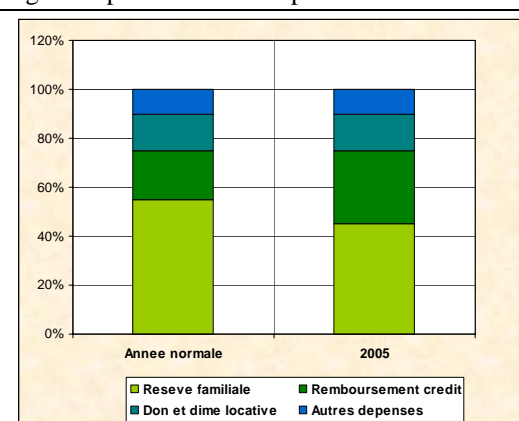
La réduction du volume de la production propre pourrait atteindre 10% lorsque comparée à une année normale (Graphique 4) dans la zone du fleuve Niger. Elle pourrait raccourcir de 1 à 2 mois la fin normale du stock familial, rendant le ménage précocement dépendant des marchés, des prix et de la disponibilité commerciale pour son alimentation.

Graphique 3 : Evolution du prix hebdomadaire du mil



Source : SIMA; Graphique : FEWS NET

Graphique 4 : Répartition de la production agricole par sources de dépenses



Source : Enquête FEWS NET; Graphique : FEWS NET

ACTIONS D'URGENCE ET APPUIS A COURT TERME AUX MENAGES PAUVRES ET MOYENS

Actions pressantes après la fin de la situation d'urgence

La généralisation des récoltes et l'arrivée consécutive des céréales sur les marchés annonceront la fin de la période d'urgence alimentaire.

Il faudrait alors centrer le temps et les énergies aux appuis aux ménages pauvres en besoins d'assistance et à un début de résolution des problèmes structurels.

Un processus de réflexion, organisé sur des bases sectorielles, est déjà entamé grâce aux efforts conjoints des principaux acteurs de la sécurité alimentaire au Niger. Il prend la forme de groupes de concertation et d'enquêtes rapides destinés à une meilleure compréhension des problématiques. Certaines de ces actions sont les suivantes : la coordination de la réflexion des acteurs sur la malnutrition par UNICEF, des enquêtes consensuelles impliquant plusieurs partenaires dont FEWS NET, le PAM et une importante enquête menée par le CDC avec l'UNICEF et le gouvernement. L'enquête CDC/UNICEF/Etat devrait permettre une meilleure maîtrise des raisons profondes de la malnutrition y compris les causes non alimentaires.

La coordination des actions des ONG et des projets sur le terrain s'améliore progressivement ; de plus en plus participatif, le processus de gestion des actions au niveau national se traduit par des réunions hebdomadaires à Niamey et des rencontres au niveau des régions d'intervention des ONG. Il faudrait améliorer le processus de décentralisation des débats et de la coordination en allouant aux 7 régions du pays, les prérogatives et les moyens de gérer de façon consensuelle, les actions sur le terrain.

Dans le domaine de la distribution gratuite, des réunions hebdomadaires du Comité restreint de Concertation Etat-Donateurs et du groupe d'information élargi à tous les acteurs ont été le cadre d'élaboration des listes des villages bénéficiaires et de discussions sur les échéanciers, les moyens logistiques et humains.

Le PAM et l'Etat ont placé, au niveau des villages, les quantités respectives de 9 707 et 27 000 tonnes soit des niveaux d'atteinte des objectifs fixés équivalents à 97 et 90%. Une population de 1 300 000 habitants aurait ainsi bénéficié de la distribution de vivres effectués par le PAM selon cette organisation. Il s'agit de 52% des 2 500 000 personnes dont le PAM s'est fixé comme objectif. La poursuite des opérations jusqu'à la fin du mois de septembre et l'amélioration rapide des indicateurs d'insécurité alimentaire devraient permettre une couverture appréciable des besoins alimentaires de ménages.

Des discussions sont centrées sur la pertinence d'une augmentation du volume des aides gratuites en cette période d'amélioration de tous les indicateurs y compris les prix, les stocks et les conditions pastorales. D'autres débats se focalisent sur les dates probables de fin des distributions gratuites et les opportunités d'un prolongement de ces types d'aides au delà de la période des récoltes.

Des modifications de la liste actuelle de villages bénéficiaires, aux volumes de vivres distribués et à la date de fin des distributions doivent faire l'objet de débats concertés et consensuels au sein d'un comité technique mis en place par le Comité restreint Etat Donateur (CRC). Il s'agit d'éviter de provoquer des perturbations des marchés qui pourraient se traduire par des baisses drastiques de prix et des déperditions inutiles de vivres qui pourraient être affectés à des programmes durables.